

FICHE TECHNIQUE

Principales attentes du Bloc Québécois pour la mise à jour économique

Le Bloc Québécois propose onze principales mesures qui permettraient au gouvernement d'aider grandement les Québécois touchés par la hausse du coût de la vie et les tarifs de Donald Trump, tout en récupérant suffisamment de revenus pour le faire pratiquement à coût nul.

Principales attentes du Bloc Québécois

- Éliminer des subventions aux pétrolières: en éliminant diverses subventions aux pétrolières, le gouvernement pourrait aller chercher 25,7 G\$ en 5 ans, en plus de favoriser la transition énergétique.
- Instaurer un programme de subvention salariale pour les secteurs touchés par les tarifs américains:
 - Le Bloc Québécois propose une provision de 5,5 G\$ dès 2026-2027 pour appuyer les secteurs touchés par les tarifs américains, notamment notre industrie de la transformation de l'aluminium, fortement touchée par une nouvelle taxe de 25% dès qu'un produit contient de l'aluminium ou de l'acier canadien;
 - De nombreuses entreprises risquent maintenant de faire faillite à cause de ce nouveau calcul des tarifs et c'est pourquoi il est urgent de constituer une provision d'urgence pour une subvention salariale pour les secteurs touchés par ce nouveau calcul.
- Relancer un chantier de réforme de l'assurance-emploi avec un échéancier.
 - L'assurance-emploi est depuis longtemps problématique, notamment lorsqu'il est question du trou noir qui pénalise des milliers de travailleurs de l'industrie saisonnière. Le Bloc Québécois et l'Alliance interprovinciale de l'assurance-emploi ont récemment interpellé le gouvernement fédéral pour relancer une réforme de l'assurance-emploi – ce qui n'a pas été fait malgré les promesses électorales des libéraux répétées à chaque élection depuis 2015¹.
- Rembourser aux Québécois le cadeau électoral fait par le parti libéral du Canada aux citoyens du reste du Canada lors de la dernière campagne électorale et présenté faussement comme un remboursement de la taxe carbone (814 M\$)².
- Aider nos médias avec trois principales mesures, représentant des dépenses de 387 M\$ sur 5 ans et des revenus additionnels de 7,2 G\$ sur 5 ans:
 - Restaurer la taxe sur les services numériques: le gouvernement a capitulé devant Trump après un simple message du président sur Truth Social. La mesure permettait pourtant d'aller chercher 7,2 G\$ sur 5 ans. Le gouvernement pourrait placer les

sommes récupérées dans un fonds dédié au milieu culturel et aux secteurs de l'information³;

- Élargir le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique aux médias électroniques comme la radio et la télévision (350 M\$ sur 5 ans) – comme l'a fait Québec dans son dernier budget;
- Que le gouvernement fédéral injecte 37 M\$ sur 5 ans dans le Fonds pour les nouvelles locales indépendantes (FNLI) destiné aux médias francophones qui ont vu leur part du financement passer de 26% à 14% à la suite de la décision du CRTC d'inclure 15 stations anglophones du groupe CORUS comme bénéficiaires du FNLI⁴.
- Verrouiller la hausse des transferts en santé à 6% par année (14 G\$ sur 5 ans).
- Le gouvernement fixe présentement la hausse à 5% par année, mais la hausse annuelle retombera à un minimum de 3% dès 2028-2029. La part du gouvernement fédéral dans le financement de la santé est passée de 35% à un creux de 22% ces dernières années. Le Bloc Québécois souhaite un rattrapage pour qu'Ottawa assume à nouveau au moins 35% de la facture des provinces en matière de santé⁵.
- Bonifier le montant de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les 65 à 74 ans, au même niveau que les 75 ans et plus⁶.
- Le gouvernement fédéral a décidé de créer deux classes d'âinés en offrant aux 65 à 74 ans des prestations de la sécurité de la vieillesse 10% moins généreuses que celles des 75 ans et plus, malgré le fait que les âinés sont les plus durement touchés par la hausse du coût de la vie. La mesure coûterait de 3,2 G\$ à 3,7 G\$ par année.
- Bonifier le Fonds pour le transport en commun du Canada de 500 M\$ par année⁷.
- Le gouvernement a décidé de couper 5 G\$ sur 10 ans du Fonds pour le transport en commun du Canada, abandonnant ainsi davantage la lutte aux changements climatiques.
- Aider l'industrie forestière en rachetant mensuellement 50% des dépôts antidumping et compensateurs versés par les producteurs forestiers canadiens aux États-Unis afin de leur redonner immédiatement des liquidités⁸.
- La mesure revient essentiellement à offrir aux producteurs forestiers un prêt adossé à un actif récupérable lors du règlement du litige plutôt qu'une subvention et ne proviendrait donc pas du fonds consolidé.
- Rembourser le gouvernement du Québec pour l'afflux de demandeurs d'asile (733 M\$).
- Annuler la fermeture des Centres de recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (171 M\$ sur 5 ans).